



LA RÉFÉRENCE EN MATIÈRE DE BOIS TROPICAL

www.atibt.org

22-25 oct. 2019

SHANGHAI & HUZHOU, CHINA

FORUM INTERNATIONAL
**ENSEMBLE VERS
LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT VERTES
AU NIVEAU MONDIAL**
UNE INITIATIVE DE L'INDUSTRIE FORESTIERE

INTERNATIONAL FORUM
**TOGETHER TOWARDS
GLOBAL GREEN SUPPLY CHAINS**
A FOREST PRODUCTS INDUSTRY INITIATIVE

共建全球绿色供应链国际论坛

-来自林产工业的倡议-



SIDE EVENT : LEGALITE & TRACABILITE

23 octobre 2019

COMPTE-RENDU

Association Technique Internationale des Bois Tropicaux
45 bis, Avenue de la Belle Gabrielle
94736 Nogent-sur-Marne CEDEX o France
Tél. : +33 1 43 94 72 60
Association loi 1901 - Siret : 40121943100020 - Code APE : 9499Z

Les projets mis en œuvre par l'ATIBT sont financés par :



FONDS FRANÇAIS POUR
L'ENVIRONNEMENT MONDIAL



DATE	23 octobre 2019
HEURE	16:00 – 17:30
LIEU	Musée du bois, Zunmuhui, Shanghai, CHINE
OBJECTIF	Permettre aux interlocuteurs chinois de comprendre les questions liées à la légalité du bois de manière pratique et concrète à travers la présentation des systèmes de vérifications de la légalité (SVL) et de traçabilité du bois.
ORGANISE PAR	GGSC & ATIBT
AGENDA	<p>INTRODUCTION.....2</p> <p>1. Système de Certifications et de Contrôle du Bois (TEREA - Benoit DEMARQUEZ, Directeur).3</p> <p>2. Certification LegalSource (NEPCon - Sandra RAZANAMANDRANTO, Directeur Régional Afrique).....5</p> <p>3. KFW-PPECF : Schéma de Certification et Outil de Coaching (OREADE-BRECHE - Jean-Paul GRANDJEAN, Directeur Général Associé).....6</p> <p>CONCLUSION7</p> <p>ANNEXES.....9</p> <p>Annexe 1. Présentation sur les certifications – TEREА - Benoit DEMARQUEZ.....9</p> <p>Annexe 2. Brochure sur les certifications - TEREА (version anglaise).....9</p> <p>Annexe 3. Brochure sur les certifications - TEREА (version chinoise).....9</p> <p>Annexe 4. Présentation sur la certification LegalSource – NEPCon – Sandra RAZANAMANDRANTO9</p> <p>Annexe 5. Présentation sur KFW-PPECF Schéma de Certification – OREADE-BRECHE – Jean-Paul GRANDJEAN.....9</p> <p>Annexe 6. Présentation sur KFW-PPECF Outil de Coaching – OREADE-BRECHE – Jean-Paul GRANDJEAN.....9</p>

INTRODUCTION

Alors que plusieurs concessions forestières chinoises / industries de transformation du bois réfléchissent sérieusement à l'amélioration de leur gestion vers l'OLB et la traçabilité, en marge du Forum International de Shanghai, le GGSC et l'ATIBT a conjointement organisé un side-event sur la légalité et la traçabilité, afin de permettre aux interlocuteurs chinois de comprendre et de connaître davantage les questions liées à la légalité du bois de manière pratique et concrète avec les interventions d'experts de terrain portant sur :

- les systèmes de vérification de la légalité tierce partie, tel que l'OLB et de traçabilité du bois,
- les changements de coûts, de temps et de gestion nécessaires pour faire vérifier la légalité par une tierce partie et pour mettre en place la traçabilité et la maintenir,
- les fournisseurs de services qui accompagnent l'industrie dans le processus de réalisation,
- les options pour un éventuel soutien des donateurs.

Une cinquantaine de participant a assisté au side-event, parmi lesquels les représentants des sociétés chinoises suivantes :

- Shen Jianwen, vice-président de JIANGSU WANLIN MODERN LOGISTICS Co. Ltd.
- Zhou Libo, directeur des affaires Bois de JIANGSU WANLIN MODERN LOGISTICS Co. Ltd.
- Zhuang Bingchuan, ALONG SARL GABON et président de l'UFIAG
- Li Xia, directeur général adjoint de ALONG SARL GABON
- Zhang Guohua, directeur général de PENGXIN GABON et président fondateur de l'UFIAG.

En guise d'introduction, la citation de l'article 3 de l'accord d'engagement entre l'UFIGA et l'UFIAG à conduire l'ensemble de leurs membres, industriels forestiers au Gabon, vers une certification de la légalité, à minima, d'ici la fin d'année 2022, a mis l'accent sur l'appui nécessaire à la réalisation des objectifs :

“Avec le soutien des donateurs internationaux et des agences internationales compétentes, nous sommes engagés à achever la certification de la légalité et de la traçabilité du bois par une tierce partie les trois prochaines années.”

Extrait de l'accord d'engagement entre l'UFIGA et l'UFIAG à contribuer à la création des chaînes d'approvisionnement légales et durables de la filière forêt-bois – Article 3

1. Système de Certifications et de Contrôle du Bois¹ (TEREA - Benoit DEMARQUEZ, Directeur)

La séance a démarré avec la présentation de Benoit DEMARQUEZ, directeur du bureau d'étude TEREA, sur la notion de certification qu'il définit comme une « procédure à travers laquelle un organisme indépendant peut attribuer ou non un certificat ». Il a ainsi fait la distinction entre les certificats de légalité et les certificats de gestion responsable :



- **La certification de légalité** (OLB², LegalSource, etc.) se base sur la législation existante dans le pays où la société a ses opérations. Les standards sont élaborés par les organismes de certifications, c'est pourquoi il existe plusieurs certificats de légalité. Les sociétés doivent se renseigner auprès de chaque organisme pour choisir le certificat qui leur convient.
- **La certification de gestion responsable** implique non seulement le contrôle de la légalité mais aussi des normes définies par des agences indépendantes (FSC et PEFC/PAFC). Les audits sont faits par des organismes indépendants qui sont accrédités par l'organisme de certification. Ce certificat permet de vendre des produits certifiés, et garantit la bonne gestion forestière en plus de la légalité.

La certification de la légalité et de la gestion responsable des forêts sont confirmées à travers la **certification de la traçabilité** (Chaîne de Contrôle : CoC) qui garantit le suivi des produits certifiés depuis leur origine jusqu'au client final.

TEREA a insisté sur le fait que la démarche de certification doit être intégrée au management de l'entreprise. En effet, si le processus, actuellement en cours au Gabon et au Congo, vise à rendre obligatoire la démarche de certification, il s'appuie d'abord sur une démarche volontaire.

La certification permet de garantir l'accès à certains marchés, de faciliter les investissements extérieur, de mieux répondre aux exigences du RBUE, Lacey act, etc..., d'optimiser la gestion des activités forestières et d'améliorer l'efficacité et le rendement, de répondre aux demandes des banques et des clients etc.

Si la certification permet de répondre aux aspects économiques, sociaux ou environnementaux des problématiques auxquelles les sociétés sont confrontées, elle fonctionne seulement si elle est

¹ Annexe 1 : Présentation sur les certifications - TEREA - Benoit DEMARQUEZ

Annexe 2 : Brochure sur les certifications - TEREA (version anglaise)

Annexe 3 : Brochure sur les certifications - TEREA (version chinoise)

² OLB : Origine et Légalité du Bois

soutenue par le top management et intégrée dans la façon de travailler de l'entreprise. L'engagement collectif qu'elle implique entraîne un changement de mentalité à tous les niveaux hiérarchiques.

Les exigences de la certification se basent sur la mise en œuvre d'un plan d'aménagement, le respect des réglementations, l'optimisation de l'exploitation (efir, planification), la mise en place d'un dialogue et la contribution au développement local, la garantie des conditions de sécurité au travail pour les employés et des conditions de vie décente, le contrôle des impacts environnementaux, la lutte contre l'exploitation illégale et la mise en place des règles de gestion permettant de s'inscrire dans une démarche d'amélioration continue des performances socio-environnementales.

Le coût de la certification dépend des pratiques de l'entreprise au moment où elle s'engage. Il prend en compte les coûts de la mise en conformité à la loi : mise aux normes des infrastructures (accès à l'eau potable, stations de service...), standardisation des équipements de sécurité, formations et audits.

Benoit DEMARQUEZ a conclu son intervention en expliquant le processus de la démarche de certification. Le processus démarre par un diagnostic et l'élaboration d'un plan d'action qui se fera sur la base des résultats. Il conditionne la phase de mise en œuvre pendant laquelle un suivi régulier doit être établi, si nécessaire faire appel à des fournisseurs de services. Ensuite un audit initial, avec peut-être encore des actions correctives. La certification est émise pour une durée de 5 ans avec des audits annuels de surveillance qui peuvent éventuellement entraîner des actions correctives. Au bout des 5 ans il y a un audit de renouvellement.



Figure 1 – Processus de certification

[Téléchargez la Présentation sur les certifications - TERE A - Benoit DEMARQUEZ en anglais](#)

[Téléchargez la Brochure sur les certifications - TERE A \(version anglaise\) / \(version chinoise\)](#)

2. Certification LegalSource³ (NEPCon - Sandra RAZANAMANDRANTO, Directeur Régional Afrique)

Accompagnée des représentants de NEPCon Chine et NEPCon Espagne, Sandra RAZANAMANDRANTO, Directeur Régional Afrique de NEPCon a présenté la certification LegalSource.

NEPCon est une organisation à but non lucratif qui soutient et supporte les entreprises dans l'achat et la production responsable. Elle agit notamment sur l'approvisionnement, la traçabilité et la consommation. Fondée au Danemark en 1994, NEPCon met en place le système de diligence raisonnée appelé **LegalSource en 2013** et reçoit l'**accréditation FSC en 2014**, « Sustainable Biomass Program » en 2015 et « CO2 neutral ». L'ONG s'organise en plusieurs départements, dont **NEPCon assurance** est responsable de la délivrance des certifications, et l'application des audits. Avec des représentants dans 31 pays, des bureaux dans 27 pays et plus de 240 employés, NEPCon compte à son actif :

- plus de 69 millions d'ha de forêts certifiées FSC FM dans 50 pays,
- plus de 3300 certifications FSC & PEFC CoC délivrées dans plus de 70 pays
- ainsi que 60 certificats LegalSource.

NEPCon est reconnue en tant qu'**organisation de contrôle EUTR**.

Le standard LegalSource s'appuie les critères de légalité, conformément à la réglementation européenne, regroupant les catégories suivantes : les droits légaux d'exploitation, les taxes et frais, l'exploitation forestière (aménagement, sites de protection, environnement, santé, sécurité et emploi), les droits de tierces parties, le commerce et le transport. Il s'aligne ainsi sur les exigences du RBUE en Europe, du Lacey Act aux Etats-Unis et de l'Australian Logging Bill en Australie.

Ce standard est composé d'une introduction incluant le cadre légal, d'une partie normative sur les exigences en matière de qualité de la gestion et de diligence raisonnée, d'une annexe 1 sur les exigences d'évaluation des risques et de légalité pour gestion forestière, et d'une annexe 2 sur les exigences d'évaluation des risques et de légalité pour la chaîne de contrôle (CoC). L'approche est très différente des standards tel que FSC.

La diligence raisonnée selon la LegalSource se base sur **4 étapes** :

- La qualité du management (engagement, responsabilités et compétences, procédures et contrôle qualité, suivi de la performance.),
- L'accès à l'information
- L'évaluation des risques
- La gestion des risques

Ce standard propose une **approche innovante, basée sur le produit** : la société définit ce qu'elle veut certifier. La société fait sa propre diligence raisonnée et crée ainsi son propre cadre d'évaluation. Il peut être utilisé par la société pour évaluer la diligence raisonnée, évaluer la présence de non-conformité à plusieurs niveaux, vérifier la gestion de risques. Applicable par les forestiers, les industries, les commerçants, les importateurs & les exportateurs, distributeurs.

Les domaines que couvre l'évaluation de la conformité sont l'engagement de la société, la qualité de la diligence raisonnée, gestion de la CoC, l'évaluation sur site, l'usage de la marque. La certification a une durée de 5 ans. Lors des audits de surveillance des produits peuvent être ajoutés. Lors d'une plainte, elle pourra aussi faire l'objet d'un contrôle sur le terrain.

S'agissant des **liens entre la LegalSource, FSC CW et FSC** :

³ Annexe 4 : Présentation sur la certification LegalSource - NEPCon - Sandra RAZANAMANDRANTO

La LegalSource certifie la conformité à la réglementation EUTR et à d'autres marchés réglementés. Elle se présente comme une étape fondamentale et complémentaire à la certification FSC Controlled Wood (FSC CW) avant la certification FSC Forest Management.

Un certificat LegalSource ne veut pas dire que la société est légale. Il certifie la légalité des produits choisis par la société. Il peut y avoir des non-conformités mineures.

Afin d'accompagner et de soutenir la démarche des sociétés, NEPCon met à disposition des outils et des documents en libre accès sur leur site internet : <https://www.nepcon.org/certification/legalsource>

En conclusion, NEPCon a soulevé le développement de ses activités en Afrique Centrale, la forte collaboration avec NEPCon Chine ainsi que l'évolution rapide dans le Bassin du Congo avec 4 certificats en un an.

Téléchargez la Présentation sur la certification LegalSource - NEPCon - Sandra RAZANAMANDRANTO [en anglais / en chinois](#)

3. KFW-PPECF : Schéma de Certification⁴ et Outil de Coaching⁵ (OREADE-BRECHE - Jean-Paul GRANDJEAN, Directeur Général Associé)

La dernière partie du side-event a fait l'objet d'une présentation du **Programme de Promotion de l'Exploitation Certifiée des Forêts⁶** (PPECF) par Jean-Paul GRANDJEAN, Directeur Général Associé d'OREADE-BRECHE. Après un bref rappel des schémas de certification, il a mis en avant l'outil de coaching du PPECF.

Une cartographie des forêts a mis en évidence 201 Millions d'ha de forêts certifiés FSC dans 86 pays et une autre a mis en évidence les résultats de l'accompagnement et de l'appui du PPECF agissant sur 318 millions d'ha de forêts et réunissant 45 membres agréés par le certificat PEFC.

Les différents certificats de légalité : Timber Legality Verification (TLV), LegalSource (LS), Origine et Légalité des Bois (OLB) et Controlled Wood (CW) ont été réunis dans un **diagramme de comparaison par niveau d'exigences** : Connaissance de l'origine du bois, mécanismes de contrôle de l'origine du bois, certification de la légalité et certification de la gestion durable. PAFC et FSC sont au même niveau, OLB et Legal Source avec l'annexe 1 au même niveau, TLV est encore en cours d'analyse, ensuite FSC CW et CoC.

Les participants ont été invités à consulter et à utiliser le **Portail Open Timber⁷** qui permet de communiquer sur les certificats au niveau mondial et de consulter les documents de légalité (vérificateurs) mis à disposition par les sociétés. <https://opentimberportal.org/>

Le **processus de coaching** se décompose en 5 phases :

1. La manifestation d'intérêt : 1^{ère} analyse réputationnelle
2. Le diagnostic par PPECF : gratuit

⁴ Annexe 5 : Présentation sur KFW-PPECF Schéma de Certification - OREADE-BRECHE - Jean-Paul GRANDJEAN

⁵ Annexe 6 : Présentation sur KFW-PPECF Outil de Coaching - OREADE-BRECHE - Jean-Paul GRANDJEAN

⁶ Le PPECF financé par la KFW et la COMIFAC appuie et renforce les standards de certification afin d'assurer une meilleure gestion des forêts en Afrique Centrale. L'accompagnement et le soutien du PPECF intervient à travers :

- la mise en place de mécanismes techniques et formels, de conditions institutionnelles propices à la certification, à travers les réseaux d'acteurs privés et publiques,
- l'amélioration de la qualité de l'exploitation industrielle des forêts par le biais de formations et d'activités spécifiques liées à la certification (domaines industriel, social et environnemental) ;
- le renforcement de la communication sur l'exploitation industrielle durable.

⁷ Le Portail Open Timber est une plate-forme vise à améliorer l'accès à des informations complètes spécifiques à chaque pays sur la gestion des forêts et la récolte du bois, et à accroître l'efficacité des règlements sur l'exploitation illégale, comme le Lacey Act et le Règlement sur le Bois de l'UE (RBUE). <https://opentimberportal.org/about>

3. La mise en œuvre du plan d'action, avec appui d'un bureau d'étude coach
4. L'audit initial
5. Phase transversale : suivi avec l'aide du référent FLEGT-Certification, si la société n'avance pas le contrat de soutien peut être suspendu.

Le PPECF finance 50% des opérations telles que des études et des formations. Le financement exclut les équipements et les salaires.

La mise en œuvre de l'ensemble des phases de coaching nécessite des engagements que la société doit accepter à la signature du contrat. Pour toutes informations complémentaires sur l'accompagnement et soutien du PPECF, les sociétés peuvent prendre contact avec Romain Lorent, coordinateur du PPECF, basé à Yaoundé.

Email : romain.lorent@eco-consult.com

Phone : +237 670 668 516

Skype : romain_lorent

Web : www.ppecf-comifac.com

[Téléchargez la Présentation sur KFW-PPECF Schéma de Certification – OREADE-BRECHE – Jean-Paul GRANDJEAN en anglais](#)

[Présentation sur KFW-PPECF Outil de Coaching – OREADE-BRECHE – Jean-Paul GRANDJEAN en anglais](#)

CONCLUSION

Cette rencontre, organisée par le GGSC et l'ATIBT, a ainsi permis d'assurer une meilleure compréhension et connaissance de la certification durable (FSC/PEFC) et de la légalité audité par une tierce partie (OLB/LS/TLV) auprès des parties prenantes chinoises. Elles disposent, dès à présent, des informations nécessaires pour la mise en œuvre concrète et pratique de la démarche de certification et assurer la gestion légale et durable des bois tropicaux dans le bassin du Congo contribuant à la réduction de l'exploitation illégale.

Chacune des interventions a été suivi par des échanges entre les experts et les entreprises chinoises sur le Programme PPECF et sur la signature de l'accord d'engagement entre l'UFIGA et l'UFIAG à conduire l'ensemble de leurs membres, industriels forestiers au Gabon, vers une certification de la légalité tierce partie, a minima, d'ici la fin d'année 2022.

Dans le cadre de la démarche de certification vérifiée par une tierce partie, les opérateurs chinois membres de l'UFIAG ont émis des inquiétudes quant à leur réputation du passé.

Face à cette problématique, l'UFIGA a souligné l'importance de regarder vers le **futur** mais aussi la nécessité de l'engagement du **top management** qui conditionne la mise en œuvre et la réussite de la démarche de certification de la légalité. Pour faciliter l'acceptation par le grand patron chinois, les parties prenantes chinoises ont souligné la nécessité d'obtenir les versions chinoises des documents de références.



S'agissant de l'accès et de la mise à disposition des informations, les présentations des standards PAFC et LegalSource existent en langue chinoise et seront accessibles sur le site internet de

l'UFIGA de même que les textes légaux (rapport de diagnostic, du plan d'action et de l'estimation des coûts). Pour ce qui est des textes légaux, les parties prenantes chinoises se sont engagés à télécharger ces documents et à les faire traduire par leur équipe de traducteurs dès leur retour à Libreville.

Control Union : www.control-union.fr

Legal Source : www.nepcon.org

OLB : <https://group.bureauveritas.com>

FSC : www.fsc.org

PAFC : www.pefc.org

www.ppecf-comifac.com

<https://opentimberportal.org/>

ANNEXES

- Annexe 1. Présentation sur les certifications - TEREA - Benoit DEMARQUEZ
- Annexe 2. Brochure sur les certifications - TEREA (version anglaise)
- Annexe 3. Brochure sur les certifications - TEREA (version chinoise)
- Annexe 4. Présentation sur la certification LegalSource - NEPCon - Sandra RAZANAMANDRANTO
- Annexe 5. Présentation sur KFW-PPECF Schéma de Certification - OREADE-BRECHE - Jean-Paul GRANDJEAN
- Annexe 6. Présentation sur KFW-PPECF Outil de Coaching - OREADE-BRECHE - Jean-Paul GRANDJEAN